Citoyennes, citoyens, camarades,

Au nom de :

l'Organisation Communiste Internationaliste

(pour la reconstruction de la IVe Internationale)

Soutenue par

l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme

Stéphane JUST, ouvrier électricien à la RATP, candidat

Jean GROSSET, instituteur, candidat suppléant

s'adressent à vous.

Toutes les travailleuses, les travailleurs, les jeunes, les masses exploitées ont acquis quelques convictions nettes et précises : rien ne sera changé tant que le grand capital, les monopoles, contrôleront l'économie et qu'elle fonctionnera selon les exigences du profit. Rien ne sera changé tant que leurs représentants détiendront le pouvoir politique. Chacune et chacun reconnaîtra sa propre expérience dans l'exemple des travailleurs de la RATP à la pointe de la grève générale en mai-juin 1968. En septembre 69, débrayage spontané de la plupart des travailleurs de la RATP ; en juin 71, débrayage spontané du réseau routier. En octobre 71, débrayage spontané des conducteurs du réseau ferré. Selon les cas, la direction de la RATP et le gouvernement ont reculé partiellement, manœuvré, tergiversé. Nous n'avons pas été victorieux.

Aucun doute n'est possible : grèves, manifestations, sont indispensables. Elles ne suffisent pas. Même la grève générale, pour être victorieuse, doit être intégrée à la lutte politique pour renverser les gouvernements du capital, pour un gouvernement du prolétariat sans représentant des partis bourgeois défenseur des intérêts du capital.

Ainsi :

- au nom de la « rentabilisation », de la « modernisation » (citons à nouveau l'exemple de la RATP), selon le rapport Nora le gouvernement veut, entre 1967 et 1975, supprimer 9 300 agents, et d'ici 1980 11 000 ;
- au nom de la « rentabilisation », de « la modernisation », la « réforme » de la Sécurité sociale, conjuguée à la « réforme » hospitalière, se propose de détruire le minimum de garanties que les travailleurs ont arraché contre la maladie, la vieillesse, les charges familiales. La médecine de qualité sera réservée aux riches ;
- au nom de la « rentabilisation », de « la modernisation », les loyers des HLM sont sans cesse augmentés. Ils sont exorbitants. Cela ne suffit plus, désormais les appartements sont mis en vente.

Par contre, si les salaires, selon un indice CGT, étaient de 129,5 en juillet 72 (base 100 en juin 68), les prix payés aux entreprises de travaux publics par l'Etat et les entreprises nationalisées sont passés, selon « Le Bulletin Officiel des Prix » à 149 en juillet 72 (base 100 en juin 68).

Par contre, des centaines, des milliers de milliards sont versés aux banques, aux monopoles, au grand capital. Tout est bon : les énormes crédits militaires, les commandes de l'Etat, des communes, des départements, des industries nationalisées, el pillage de la Sécurité sociale par les trusts pharmaceutiques. Tout est bon : « les sociétés mixtes » où l'Etat, les entreprises publiques, les industries nationalisées, fournissent les capitaux, les commandes et où les entreprises privées, qui y sont « associées », encaissent de fantastiques profits.

Il faut en finir. Mais

QUEL GOUVERNEMENT PEUT :

Abroger les réformes réactionnaires de la Sécurité sociale, hospitalières et autres ? Exproprier le grand capital, les monopoles, les banques ? Elaborer un plan de production sous le contrôle des travailleurs, des masses expoltées, des usagers, des locataires ? Mais

QUEL GOUVERNEMENT PEUT :

En finir avec le pillage de l'Etat, la corruption, les scandales ?

La Ve République a été instituée par un coup de force. Sa Constitution est profondément anti-démocratique. Depuis 1958, lois, décrets, se sont succédés qui portent atteinte aux libertés individuelles et publiques, aux droits conquis par la classe ouvrière, les masses exploitées, la jeunesse. Les polices, les CRS, le corps des officiers, le corps des hauts fonctionnaires, la haute magistrature, ont été constamment renforcés. La loi « anti-casseurs » est une menace constante tant contre les libertés individuelles que pour les partis et organisations de la classe ouvrière et la jeunesse. Il faut en finir. Mais

QUEL GOUVERNEMENT PEUT :

Annuler toutes les dispositions qui portent atteinte aux libertés démocratiques ?

En 1968, 10 millions de travailleurs en grève clamaient « De Gaulle, dix ans ça suffit ». En 1969, De Gaulle battu dut se démettre. Mais Pompidou a assumé l'héritage de la Ve République. « Pompidou, ça suffit ». « La Ve République, 15 ans ça suffit. » Mais

QUEL GOUVERNEMENT PEUT :

En finir avec la Ve République et ses institutions ? Abroger sa Constitution réactionnaire et anti-démocratique ? La réforme de l'enseignement disloque l'école publique : de la maternelle à l'Université. La « réforme » de la formation professionnelle confie de plus en plus au patronat la formation « de leurs apprentis » ainsi qu'il y a 40 ou 50 ans, qui, exploités, n'obtiennent — au mieux — qu'une formation maison.
Ces réformes introduisent les curés et les patrons dans l'enseignement public. En même temps, des centaines de milliards sont versés aux écoles confessionnelles et patronales.

Il faut en finir. Mais

QUEL GOUVERNEMENT PEUT :

Abroger les réformes réactionnaires de l'enseignement et de la formation professionnelle ? Cesser de verser les fonds publics aux écoles privées ? Casser les lois Debré-Marie, Debré-Pompidou ? Faire en sorte qu'il n'y ait « pas de curés, pas de patrons à l'école » ? Nationaliser, sans indemnités ni rachats, les écoles privées, préalable à une véritable réforme de l'enseignement ?

Tous les problèmes qui confrontent les masses exploitées, la jeunesse, soulèvent la question :

QUEL GOUVERNEMENT peut les résoudre.

Tirant les leçons de l'expérience, la classe ouvrière, la jeunesse, les masses exploitées, veulent se regrouper au cours de ces élections législatives. Elles veulent une réponse à cette question qui domine tout :

QUEL GOUVERNEMENT ?

Il faut balayer l'UDR et ses alliés. A Clichy-Levallois, le sinistre PASQUA. fondateur des SAC, mitrailleur des cheminots, est leur porte-drapeau. Il mordra la poussière.

C'est indispensable. Cela ne suffit pas. Les partis de la classe ouvrière doivent s'unir pour défaire tous les partis du capital : en effet, de l'UDR aux radicaux de droite et de gauche, tous sont prêts à venir au secours de la V° République, du pouvoir bourgeois menacé, du capitalisme. Cyniquement, le représentant des « radicaux de gauche », membre de « l'Union de la ûauche », Robert FABRE, dont les amis politiques espèrent se faire élire grâce à l'apport des voix ouvrières, déclare :

« Si le contrat du Programme Commun devait être rompu du fait des communistes, il se trouverait un nouveau Ramadier au sein de la gauche socialiste et radicale pour traduire cette rupture dans le domaine gouvernemental: »

En clair : expulser le PCF du gouvernement. Rompre le « Programme Commun » signifie : mettre en cause la V° République et sa Constitution, exproprier le grand capital, organiser la production selon un plan qui réponde aux besoins des masses, élaboré et appliqué sous le contrôle des travailleurs ; attaquer les institutions politiques, les grands corps constitués du pouvoir bourgeois ; transférer le pouvoir à la classe ouvrière, aux masses, en les organisant. M. FABRE rêve de jouer un rôle semblable à celui que joua en 1936 son prédécesseur dans la carrière, Daladier. C'est normal : LE PARTI RADICAL EST UN PARTI DU GRAND CAPITAL.

Nous, trotskystes, affirmons :
les leçons de plusieurs dizaines d'années de lutte, le démontrent :
au cours de ces élections, le problème posé est :

— ou soutenir le régime capitaliste pourrissant et imposer aux travailleurs, aux masses, aux jeunes, le poids écrasant de ce système en faillite ;

— **OU OUVRIR LA VOIE AU SOCIALISME.**

Les représentants du parti radical veulent sauver le capital, la bourgeoisie, la V° République. Ils sont partisans de « l'Union de la Gauche » sans rivage à droite.

Ils sont prêts à l'union sacrée de tous les partis pour sauver la bourgeoisie aux abois.

SEUL UN GOUVERNEMENT SANS REPRÉSENTANT DES PARTIS BOURGEOIS,

DEFENSEURS DU CAPITAL, DE L'UDR AUX RADICAUX DE DROITE ET DE GAUCHE, PEUT REPONDRE AUX ASPIRATIONS ET AUX BESOINS DU PROLETARIAT, DES MASSES EXPLOITEES, DE LA JEUNESSE ET SATISFAIRE LEURS REVENDICATIONS.

La preuve ? Dirigeants du PS et du PCF ont dû affirmer publiquement qu'ils n'attenteraient pas à la V° République et à sa Constitution, qu'ils laisseraient POMPIDOU en place. MITTERRAND, et à sa suite Georges SEGUY ont déclaré qu'il faudrait modérer les revendications. Ét cela pour maintenir « l'Union de la Gauche ».
Nous, trotskystes, leur disons : rompez avec la bourgeoisie ; rompez avec les partis du capital, rompez avec le parti radical. Unissez-vous au cours de ces élections et après ces élections ; réalisez le Front uique des partis ouvriers et luttons en commun pour que se constitue :

UN GOUVERNEMENT P.S.-P.C.F. SANS MINISTRES DES PARTIS BOURGEOIS

qui s'engagerait à satisfaire toutes les revendications des masses.

C'est pour mener cette bataille que l'OCI, soutenue parl'AJS, présente des candidats. Combattre pour le Front unique des partis de la classe ouvrière,

- POUR UN GOUVERNEMENT PS-PCF SANS MINISTRES CAPITALISTES,
- POUR LE PROGRAMME DE LA CLASSE OUVRIERE,
- POUR LE GOUVERNEMENT OUVRIER,
- POUR LE SOCIALISME,

exige de bâtir le parti révolutionnaire. Les candidats de l'OCI sont les candidats qui luttent pour la construction du parti de la révolution prolétarienne.

VOTEZ OCI - VOTEZ Stéphane JUST

P. S.

Un autre candidat se présente sous l'étiquette trotskyste. Partisan honteux de l'Union de la Gauche, il n'a aucun droit à ce titre. Ceux qui sont pour le Front unique ouvrier voteront OCI : Stéphane JUST. Quant aux partisans de « l'Union de la Gauche », ils voteront pour les partis de « l'Union de la Gauche » qui s'en réclament ouvertement.

Vu le candidat.

Adresse : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, PARIS-10°.

Imprimerie Abexpress - Paris